Espagne : le gouvernement veut rationaliser les procédures pour faciliter l'expulsion des migrants clandestins

29/08/2018 à 18h31

L'exécutif de Pedro Sánchez (Parti socialiste ouvrier espagnol) veut rationaliser les procédures bureaucratiques afin de simplifier le retour des migrants sans papiers vers leurs pays d'origine.

La déléguée du gouvernement espagnol à Ceuta, Salvadora Mateos, a assuré mardi 28 août que les étrangers qui entrent sur le territoire espagnol «de façon violente» seront renvoyés vers le Maroc, à l'instar des 116 migrants qui l'ont été, le 22 août dernier, rapporte l'agence Europa Press. «*Oui, nous pensons que cela va se poursuivre ainsi. Ceux qui entreront violemment [sur le territoire espagnol] seront soumis au même traitement*», a-t-elle déclaré à la presse.

«*Nous feront en sorte qu'aucun malheur à la frontière n'arrive, ni à la Garde civile ni aux forces de sécurité marocaines, qui travaillent et remplissent leurs obligations*», a-t-elle affirmé au lendemain de l'arrestation, par la police espagnole, de dix Subsahariens du Centre de séjour temporaire pour migrants (CETI) de Ceuta, accusés par les autorités ibériques d'avoir agressé des agents. Tous font partie du groupe des 600 migrants qui avait pénétré, le 26 juillet dernier, dans l'enclave espagnole. Ils avaient notamment lancé de la chaux, de l'acide et des excréments sur les membres de la Garde civile chargés du contrôle de la frontière, blessant

22 d’entre eux. {…]

Pas sûr pourtant que la société civile voit d’un bon œil ce projet. Vendredi 24 août, une cinquantaine d’associations sont montées au créneau contre les expulsions de migrants de l’Espagne vers le Maroc. Dans un manifeste publié par le portail de l’Eglise catholique de Málaga, elles ont dénoncé «*la fuite en avant que représentent ces retours à chaud, non seulement pour ne pas respecter les garanties légales requises, mais aussi pour faire un pas de plus en matière de politique d’externalisation des contrôles, qui ont d’importants coûts sur les droits de l’homme*».